

Procès-Verbal du Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole (socle commun)

Séance du 6 novembre 2019

Le 6 novembre deux mille dix-neuf, à 15 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le vingt-huit octobre 2019, s'est réuni à l'Hôtel de Ville du 12^e arrondissement, 130 avenue Daumesnil 75012 Paris, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice : 108

Nombre de délégués présents ou représentés : 59 (dont 14 pouvoirs)

Étaient présents :

Titulaires :

M. Jean-Michel Arberet (Arcueil), M. Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), M. Bruno Tudor (Bagneux), Mme Françoise Schoeller (Bourg-la-Reine), M. Samuel Besnard (Cachan), M. Pascal Turano (Charenton-le-Pont), M. Jean-Paul Martinerie (Châtenay-Malabry), M. Bernard Accart (Courbevoie), M. Bruno Hélin (Créteil), M. Marc Antao (Enghien-les-Bains), M. Philippe Ribatto (Fontenay-aux-Roses), M. Christophe Bernier (Gennevilliers), Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), M. Jacques Godard (Le Bourget), Mme Anna Angeli (Aubervilliers), Mme Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Mme Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Mme Catherine Pilon (Montreuil), Mme Marie-José Rambeau (Montrouge), M. Pascal Butin (Neuilly-Plaisance), M. Éric Schindler (Neuilly-sur-Seine), M. Jean-Jacques Pasternak (Nogent-sur-Marne), M. Bernard Girault (Noisy-le-Sec), Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris), M. Christophe Najdovski (Paris), M. Jean-Marie Ballet (Puteaux), M. Jean-Pierre Boyer (Rosny-sous-Bois), Mme Cécile Ranguin (Saint-Denis), M. Alain Guetrot (Saint-Maurice), M. Patrice Pattée (Sceaux), M. Christophe Boissière (Vincennes), M. Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine), Mme Christine Bruneau (GPSO), M. Hervé Lièvre (GPSO), M. Bernard Roche (GPSO), Mme Isabelle Debré (CD 92), M. Ibrahima Traoré (CD 94);
M. Philippe Brillaud (Le Chesnay-Rocquencourt) arrivé à 16h00 ;
Mme France Bernichi (Alfortville) arrivée à 16h35 ;

Suppléants avec voix délibératives :

M. Jean-Louis Salort (Clamart), M. Patrick Leroy (Rungis), M. Dominique Lebrun (Saint-Cloud), Mme Tiffany Culang (Saint-Mandé), M. Jean-Pierre Barnaud (MGP) ;

Excusés ayant donné pouvoir :

M. Jean-François Monino (Aubervilliers) donne pouvoir à M. Philippe Lebeau, M. Henri Vincent (Bois-Colombes) donne pouvoir à M. Benoît Accart, M. Yves Fuch (Champigny-sur-Marne) donne pouvoir à M. Jean-Marc Bourjac, M. Boutaïeb Kaddani (Joinville-le-Pont) donne pouvoir à Mme Mary-France Parrain, M. Philippe Lebeau (Pantin) donne pouvoir à Mme Catherine Pilon, Mme Monique Bouteille (Rueil-Malmaison) donne pouvoir à M. Patrice Pattée, M. Christian Page (Saclay) donne pouvoir à Mme Françoise Schoeller, M. Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson) donne pouvoir à M. Thierry-Michel Isoard, M. Mahrouf Bounegta (Villejuif) donne pouvoir à M. Jean-Jacques Pasternak, M. Alain Bortolameolli (Villeneuve-la-Garenne) donne pouvoir à Jacques Godard, M. Gauthier Mouglin (GPSO) donne pouvoir à Mme Christine Bruneau, Mme Aline de Marcillac (GPSO) donne pouvoir à M. Lièvre, M. Jean-Marc Szmargd (GPSO) donne pouvoir à M. Roche.

M. Hervé Fleury (Versailles) donne pouvoir à M. Philippe Brillault.

Excusés :

Mme Perrine Precetti (Antony), M. Alain Loppinet (Bailly), M. Boujemaa El Kasmi (Bondy), M. Jean-Luc Millard (Drancy), M. Fatah Aggoune (Gentilly), M. Arnold Voillemin (Livry-Gargan), Mme Marie-Michelle Phojo (Romainville), M. Alain Schumacher (GPGE), M. Michel Jiaume (GPSO), M. Yann Wehring (Région IDF).

Assistaient également à la séance :

Mmes Ghislaine Geffroy, directrice du Syndicat, Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, Mélody Tonolli, directrice de la communication et du marketing, MM. Hugues Celier, Directeur des services techniques, Florent Texier, Directeur des finances, Malik Salemkour, directeur juridique et de la commande publique, et Pierre Rapeau, référent de l'administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 19 septembre 2019
2. Délibérations :
 - Modification du nombre de vice-présidents et de membres du Bureau
 - Modification des délibérations 2013 035 - 2017 06 et 2019 17 relatives au tableau des emplois permanents
 - Débat d'Orientation Budgétaire sur la base du Rapport sur les Orientations Budgétaires 2020
3. Points divers

La Présidente a ouvert la séance à 15 heures 16 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Mme Geneviève Gaillabaud est désignée secrétaire de séance.

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 19 septembre 2019

En l'absence d'observations, le procès-verbal du Comité syndical du 19 septembre 2019 est adopté à l'unanimité.

2. Délibérations

Au préalable, **la Présidente** informe les membres, qu'à la suite d'observations de la part du nouveau délégué de la ville d'Enghien-les-Bains, elle souhaite reporter le projet de délibération concernant la modification du nombre de vice-présidents et de membres du Bureau. Elle précise qu'elle désire prendre contact avec le maire d'Enghien-les-Bains pour lui expliquer la proposition acceptée à l'unanimité par les membres du Bureau de ne pas pourvoir le poste vacant de VP.

Les membres du Comité approuvent à l'unanimité le report du projet de délibération au prochain Comité.

- 2.1 - Modification des délibérations 2013 035 - 2017 06 et 2019 17 relatives au tableau des emplois permanents (délibération 2019 28)

La Présidente indique que la modification des délibérations 2013 035, 2017 06 et 2019 17 intervient après la suggestion faite par le contrôle de légalité de préciser le niveau de diplôme et de rémunération pour les différents postes susceptibles d'être pourvus par des contractuels.

La Présidente donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, elle soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE, la modification des délibérations 2013 035 ; 2017 06 et 2019 17, complétées par le niveau de recrutement et de rémunération en cas de recrutements de contractuels comme suit :

Emplois créés	Nbre	Cadre d'emplois	Niveau de diplômes ou expériences	Niveau de rémunération
Responsable de gestion budgétaire et financière (délibération 2013 035)	1	Emplois d' Attaché*	Diplômes de niveau 4, 5 ou 6 ou au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 441 et IB 1027
Directeur.trice des affaires juridiques, des finances et des contrats (délibération 2017 06)	1	Cadre d'emplois des Attachés*	Diplômes de niveau 5 ou 6 ou au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 441 et IB 1027
Chargé(e) de la communication (délibération 2017 06)	1	Cadre d'emplois des Attachés* ou des Rédacteurs**	Diplômes de niveau 5 ou 6 ou au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 372 et IB 1027
Cartographe /informaticien(ne) (délibération 2017 06)	1	Cadre d'emplois des Ingénieurs* ou des Attachés*	Diplômes de niveau 5 ou 6 ou au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 441 et IB 1027
Contrôleurs de stations (délibération 2019 17)	3	Agent de maîtrise** ou Adjoint technique** ou Adjoint administratif**	Diplômes de niveau 3	Compris entre IB 348 et IB 586

(*) dans le cas de recrutements de contractuels de catégorie A
(**) dans le cas de recrutements de contractuels de catégorie B et C à compter de la parution des décrets d'application

DIT, qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaires, le recrutement pourra se faire en application de l'article 3-3 ou (3-3 2° dès la parution du décret d'application) ;
DIT, que les autres termes des délibérations susvisées restent inchangés ;
DIT, que la Présidente est chargée de l'exécution de la présente délibération.

2.2 - Débat d'Orientation Budgétaire sur la base du Rapport sur les Orientations Budgétaires 2020 (délibération 2019 29)

La Présidente donne la parole à Mme Ghislaine Geffroy et M. Florent Texier.

Mme Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) donne les grands principes des orientations budgétaires 2020 du Syndicat.

- La participation des collectivités au service Velib' Métropole reste stable. Le Syndicat a travaillé afin de maintenir la contribution des collectivités à hauteur de 20 000 € ; dont 10 000 € sont pris en charge par la Métropole du Grand Paris.
- L'année 2020 est celle du niveau nominal de fonctionnement du service Velib' Métropole. Une augmentation importante des recettes est attendue après une année 2018 catastrophique et une année 2019 « tampon ».
- Concernant le fonctionnement général du Syndicat, les frais de fonctionnement tendent à diminuer.
- Sur la partie Autolib' (Budget principal du Syndicat), les dépenses sont particulièrement juridiques. Les recettes sont composées par les contributions à l'équilibre des collectivités et les provisions pour risque attendue (soit le contentieux avec la société Autolib'). Les dépenses sont stabilisées.
- Une provision de 20 millions d'Euros avait été votée au Budget principal, étalée sur cinq ans (soit 4 millions d'Euros par an). À l'examen des justificatifs fournis par la société Autolib', la provision de 20 millions d'Euros est maintenue.

M. Florent Texier (Directeur des finances) donne des informations supplémentaires sur le budget 2020.

Sur le budget principal, plusieurs points sont précisés au membre :

- Il n'y aura pas de report du résultat, car le budget est voté en décembre avant le compte administratif.
- Plusieurs économies ont été effectuées en 2019, en particulier sur le loyer des nouveaux locaux du Syndicat. Cela permet de maintenir en 2020, sans le report des résultats, les contributions des collectivités à 2 400 € pour le fonctionnement et 3 600 € pour les provisions.
- Le remboursement de l'emprunt souscrit en 2012 jusqu'en 2022 a un capital restant dû de 5,4 millions d'Euros.

Les économies vont sans doute conduire à baisser les contributions pour le fonctionnement après la reprise du résultat de 2019 en 2020.
Le budget principal conserve la même forme qu'en 2019.

Sur le budget annexe de la Régie autonome Velib', M. Texier indique les orientations sur l'année 2020.

- Des augmentations mécaniques des dépenses sont prévues du fait des révisions des indices prévus au marché ;
- L'intéressement aux recettes du titulaire du marché est estimé, pour plus de 10 millions de recettes, à environ 1,6 million d'Euro ;
- Les dépenses supplémentaires devraient être compensées par la hausse des recettes usagers. En maintenant les contributions des collectivités sur les stations Velib', les prévisions des recettes usagers à 18 millions d'euros permettraient d'équilibrer le budget.
- Le budget de fonctionnement est en baisse, en particulier sur la masse salariale.

La Présidente remercie les équipes du Syndicat pour la préparation de ces éléments. Elle indique que des efforts ont été fait sur le budget de fonctionnement du Syndicat comme elle s'y était engagée. Elle rappelle que les budgets sont indépendants et nécessitent d'être équilibrés.

Concernant le budget principal Autolib', elle précise que la pertinence du montant de la provision et la durée de son étalement ont été discutés avec la Chambre Régionale des Comptes (CRC).

Concernant le budget de la régie autonome Velib', elle indique que le marché prévoyait 30% de VAE alors que sur le terrain ils représentent quasiment 50% et qu'il est constaté que la part d'utilisation des VAE est importante, en particulier si une commune hors Paris est impliquée dans le trajet. Elle ajoute que par jour, chaque VAE est utilisé environ 10 fois alors qu'un vélo classique n'est utilisé que 7 fois. C'est pourquoi, dans l'objectif de développer les trajets avec les communes hors-Paris et afin de correspondre financièrement à la réalité du service, il est proposé au Comité syndical de passer sur une part de 35% de VAE. Cela va augmenter le prix du marché sur une partie de 2019 et sur 2020. C'est un acte de confiance et d'encouragement envers le service, ses usagers et l'opérateur.

La Présidente donne la parole aux membres.

Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes) demande quelle est le montant de l'indemnité pour vol et vandalisme pour le service Velib' Métropole ; si l'overflow est abandonné et s'il est possible d'obtenir les recettes par station. Les villes payant en fonction de leurs recettes, est-il informatiquement possible d'avoir ces données ?

La Présidente précise que les collectivités ne payent pas en fonction de la recette des stations sur leur territoire et la contribution par station Velib' Métropole est identique pour tous.

M. Jean-Michel Arberet (Arcueil) s'associe aux remerciements de la Présidente pour les équipes après une année difficile. Il indique que le passage à 35% de VAE au contrat est une bonne nouvelle pour les usagers et pour le Comité syndical.

Ensuite, il revient sur les demandes qu'il avait formulées lors de précédents Comité et cite : je souhaiterais qu'on rapproche les prévisions budgétaires du Syndicat avec l'activité du prestataire de Velib' Métropole ; quel est le niveau d'usage du service à atteindre pour garantir une contribution à 20 000 € par station pour Paris et 10 000 € pour les collectivités hors-Paris avec la subvention de la Métropole du Grand Paris.

La Présidente donne la parole à Mme Ghislaine Geffroy.

Mme Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) apporte les réponses suivantes :

- Concernant le vol et le vandalisme : Elle indique que le Syndicat et le prestataire suivent avec attention le vol et vandalisme sur le service Velib' Métropole. Smovengo est en lien avec la préfecture pour son indemnisation pour les actes de vandalismes commis lors des manifestations, Les « vols » peuvent avoir aussi pour cause un défaut du service, par exemple lorsqu'un vélo ne peut pas être raccroché.

- Concernant l'overflow, il est important d'éviter les dysfonctionnements vécus lors du lancement du service en 2018. À ce jour, sans avoir le nombre de vélos conforme au marché, le besoin d'overflow n'est pas strictement nécessaire et son fonctionnement nécessite un temps d'adaptation. La position du Syndicat à ce sujet est prudente afin que les problèmes liés à des dysfonctionnements de l'overflow ne viennent entacher la progression de la qualité de service.

Elle indique ensuite, qu'il est impossible de rattacher à la contribution due pour une station, ses recettes sur la base de l'acte d'engagement passé avec le prestataire. La participation demandée aux communes est pour l'équilibre budgétaire du Syndicat. Elle rappelle que l'équilibre du Syndicat sur son budget annexe Régie autonome Velib' est atteint par les recettes usagers et la contribution des collectivités face aux dépenses de fonctionnement et au coût du marché (dont intéressement et coût du vandalisme sur l'année précédente). Avec le souhait de maintenir une contribution des collectivités à 20 000 € par station, cela génère un coût du service à environ 18 millions d'euros pouvant être comblé par les recettes sur une année de service normale. Sur l'année 2019, les prévisions de recettes sont très proches de celles estimées.

La Présidente ajoute qu'il n'y a pas d'objectifs fixés en termes de trajets journaliers ou d'abonnés. Il y a un objectif en termes de recettes usagers d'environ 18 millions d'Euros.

Un avenant sera présenté prochainement au Comité syndical afin de revenir sur certaines modalités prévues au marché comme n'apparaissant plus souhaitables.

Mme Catherine Pilon (Montreuil) rappelle qu'à l'origine, ce Velib' devait être inviolable. Les collectivités ne se sont pas engagées à financer un service dont le prix augmente de manière inconsidérée. Elle compte sur le Syndicat pour surveiller ce point en lui renouvelant sa confiance.

Elle considère aussi que Velib' Métropole est un transport en commun et qu'à ce titre, IDF Mobilités est potentiellement concerné par son financement. Veligo étant un succès pour le conseil régional, elle rappelle la complémentarité entre les deux services.

La Présidente indique que l'identification des faiblesses qui apparaissent sur le système Velib' Métropole permettent leur correction au fur et à mesure. Elle précise que la qualité des vélos attise la convoitise et que la plupart des vélos « volés » sont retrouvés. Le travail de Smovengo et du Syndicat permet la mise en place de dispositifs afin de limiter ces vols. La ville de Paris a signé une convention avec Smovengo, déjà en place avec l'opérateur précédent, permettant à des clubs de prévention spécialisés de travailler à la réparation des vélos avec l'opérateur. Cette convention pourrait être proposée à d'autres collectivités membres du Syndicat.

Elle rappelle que Velib' Métropole est un service public et que la tarification du service est très inférieure à son coût, et d'autant plus face aux autres services en free-floating. La compétence de la région Ile-de-France sur la mobilité durable est un sujet évoqué par les magistrats de la CRC. IDF Mobilités avait été sollicitée pour participer à Velib' Métropole mais avait refusé de le faire.

M. Christophe Najdovski (Paris) indique qu'il revient à IDF Mobilités d'organiser les services de vélos en libre-service. C'est par délégation que le Syndicat exerce cette compétence. Une délibération a été votée au conseil d'administration d'IDF Mobilités dans ce sens et sa Présidente n'a pas souhaité verser une participation financière au service Velib' Métropole au motif que le service ne concernait pas toute la région.

La Présidente précise que pour le développement de Velib' Métropole, il est nécessaire d'avoir des itinéraires cyclables motorisés. Cela pourrait être de la compétence d'IDF Mobilités.

En l'absence d'intervention supplémentaire, **la Présidente** soumet la délibération au vote.

Pour (2 216,5) : Arcueil, Asnières-sur-Seine, Aubervilliers, Bagneux, Bois-Colombes, Bourg-la-Reine, Cachan, Champigny-sur-Marne, Clamart, Colombes, Courbevoie, Créteil, Enghien-les-Bains, Fontenay-aux-Roses, Gennevilliers, La Garenne-Colombes, Le Bourget, Le Pré Saint-Gervais, Levallois-Perret, Montreuil, Montrouge, Neuilly-Plaisance, Neuilly-sur-Seine, Noisy le Sec, Pantin, Paris (Mme Catherine Baratti-Elbaz), Paris (M. Christophe Najdovski), Puteaux, Rosny-Sous-Bois, Rueil-Malmaison, Rungis, Saclay, Saint-Cloud, Saint-Denis, Saint-Mandé, Sceaux, Verrières-le-Buisson, Villeneuve la Garenne, Vincennes, Vitry-sur-Seine, GPSO (Christine Bruneau), GPSO (Gauthier Mougin), GPSO (Hervé Lievre), GPSO (Jean-Marc Szmargd), GPSO (Bernard Roche), GPSO (Aline de Marcillac), Département des Hauts-de-Seine, Département du Val-de-Marne, La Métropole du Grand Paris (M. Patrick Ollier, suppléé par M. Jean-Pierre Barnaud) ;

Contre (0)

Abstention (63) : Charenton-le-Pont, Chatenay-Malabry, Joinville-le-Pont, Le Chesnay-Rocquencourt, Maisons-Alfort, Nogent-sur-Marne, Saint-Maurice, Versailles, Villejuif.

Le Comité syndical, après en avoir débattu, PREND ACTE de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2020 sur la base du rapport joint en annexe ; **APPROUVE** les orientations Budgétaires telles que présentées dans le rapport joint en annexe.

3. Point divers :

Informations à date du service public Velib' Métropole

La Présidente donne la parole à M. Jacques Greiveldinger et M. Nicolas Boutaud.

M. Jacques Greiveldinger (Directeur général de Smovengo) présente un état de la situation du service Velib' Métropole.

Les chiffres clés à date sont les suivants :

- 55 communes sont équipées ;
- 1 385 stations sont déployées ;
- 1 340 stations sont en service ;
- 361 stations sont situées en proche couronne ;
- 979 stations sont situées à Paris ;
- 186 010 pass ont été vendus depuis le 1^{er} janvier 2019 ;
- 253 699 usagers sont abonnés au 3 novembre ;
- 53 349 113 km ont été parcourus depuis le 1^{er} janvier 2019 ;
- Un pic de 174 564 trajets a été atteint le 13 septembre ;
- 6 641 083 trajets ont été effectués avec un VAE.

Sur le mois d'octobre 2019, les chiffres clés sont les suivants :

- 2 633 087 locations ont été effectuées, soit 39 % de plus qu'en juin 2019 (1 900 523) ;
- 1 195 107 locations ont été effectuées pour des VAE ;
- Le service a 163 113 usagers uniques (139 226 en juin 2019) ;
- 12 426 usagers avaient un pass V-Découverte (14 976 en juin 2019) ;
- 1 283 usagers avaient un pass V-Séjour (1 891 en juin 2019) ;
- 25 070 usagers ont un abonnement V-Libre (21 256 en juin 2019) ;
- 89 288 usagers ont un abonnement V-Plus (79 657 en juin 2019) ;
- 37 572 usagers ont un abonnement V-Max (22 671 en juin 2019) ;
- 18 044 vélos ont circulé (14 506 en juin 2019) dont 8 961 vélos simples (8 767 en juin 2019) et 9 103 VAE (5 740 en juin 2019) ;
- 7 062 826 km ont été parcourus (5 161 790 en juin 2019).

Une campagne a été lancée en septembre pour faire évoluer l'image du service Velib' Métropole et les 2 premiers trajets ont été offerts pour toute souscription à V-Libre du vendredi 20 septembre au samedi 6 octobre.

Cet automne, afin de relancer les souscriptions, une nouvelle campagne promotionnelle aura lieu à la fin du mois de novembre jusqu'à courant décembre 2019. Pour toute nouvelle souscription à un abonnement, le 1^{er} mois sera offert.

Afin d'améliorer le process de réparation des vélos en atelier, les mesures prises sont les suivantes :

- Le diagnostic de prise en charge du vélo a été renforcé avec la création de 6 postes dédiés à des parties spécifiques du vélo ;
- Le contrôle qualité du vélo a été complexifié avec l'analyse d'une trentaine de points différents ;
- La fiabilité du vélo a été améliorée avec la création d'un poste dédié à l'assemblage de roues « prêtes à changer ».

La prise en charge du problème de vitesse sur les vélos s'effectue sur le long terme. Après plus de 18 mois passés sur le terrain, les vélos connaissent une certaine usure des gaines et des câbles de dérailleurs. Des actions ont déjà été mises en place pour les traiter consistant à :

- Définir les critères d'usure pour savoir sur chaque vélo en maintenance atelier si la gaine est à changer ;
- Créer un process spécifique de changement de la gaine comprenant poignée/câble préassemblés et un passage de gaine amélioré.

Depuis le 1er juin ce sont 6 074 gaines de dérailleurs qui ont été changées pour les vélos passés en atelier. 3 200 VAE neufs qui ont été injectés sur le terrain ont également été équipés d'une gaine neuve avec un passage amélioré. 60% des vélos du parc sont équipés de cette nouvelle gaine.

Aujourd'hui de nouvelles actions supplémentaires sont mises en place :

- Analyse technique des vélos défectueux ;
- Réunion avec le fabricant Shimano pour le support technique ;
- Test de fatigue en laboratoire sur les câbles et les gaines.

Le sujet est suivi avec beaucoup d'attention. Ces actions nécessitent un certain temps avant d'obtenir une amélioration du ressenti terrain. Par la suite, tout problème relatif au changement de vitesse entrera dans le cadre de la maintenance régulière du parc.

La Présidente remercie M. Greiveldinger pour sa présentation.

Elle rappelle au sujet des vols de vélos qu'il est important que les agents des collectivités ramènent les Velib' abandonnés dans leurs stations. Elle indique aussi que si des opérateurs privés de free-floating laissent leur véhicule dans les stations Velib' Métropole, il est possible de les verbaliser. L'espace public des stations a été concédé à Smovengo exclusivement.

Elle donne ensuite la parole aux membres.

Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes) indique qu'elle appelle le centre de contrôle Smovengo dès qu'elle voit des Velib' abandonnés sur son territoire. À chaque fois, on lui demande le numéro de la station qu'il est difficile d'obtenir.

M. Christophe Bernier (Gennevilliers) souligne que dans la présentation, il est indiqué l'usage de 18 000 vélos par semaine. Il demande combien de vélos sont utilisables à l'instant « T » ?

Smovengo a indiqué un taux d'usage des vélos de 85 % : quels sont les 15 % de vélos restants ? Sont-ils inutilisés en stations, abimés ou dégonflés ?

Mme Catherine Pilon (Montreuil) interroge sur les stations « non vides ». Est-ce celles avec un seul vélo restant, peut-être dysfonctionnant ? A son sens, sur 35 bornettes, la disponibilité d'un ou deux vélos n'est pas suffisant. Elle aimerait une analyse sur son territoire heure par heure des stations qui sont régulièrement vides et sur lesquelles il faudrait agir.

Mme Anna Angeli (Le Pré-Saint-Gervais) s'associe aux propos de Mme Pilon pour avoir ce retour sur l'usage des stations Velib' Métropole. Elle indique n'avoir jamais vu une station Velib' Métropole pleine, quelles que soit les heures. Elle questionne aussi sur l'impact de la grève des transports prévue le 5 décembre 2019 pour le service.

La Présidente donne la parole à Mme Ghislaine Geffroy.

Mme Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) indique qu'une grève, bien qu'exceptionnelle, est aussi un phénomène normal pour la région Ile-de-France. Il est impossible de transporter l'ensemble des franciliens à vélo ces jours-ci, mais il faut que le niveau de disponibilité des vélos soit impeccable. Si un usager souhaite prendre un vélo, il doit être en bon état de fonctionnement et c'est ce qui est demandé au prestataire. Une information doit être aussi effectuée aux usagers ce jour pour le bon usage de Velib' Métropole : si une station est pleine, l'utilisateur devra déposer son velib' à la station la plus proche. Enfin, il est nécessaire que l'après 5 décembre se déroule bien et que les vélos ne soient pas abandonnés hors stations.

M. Jacques Greiveldinger (Directeur général de Smovengo) répond aux autres questions des membres.

Il indique que le numéro de la station est indiqué sur le totem et sur l'application Android et iOS.

Il précise que 85% des vélos ont circulé sur les trois derniers jours et les 15 % restants concernent des vélos qui n'ont pas bougé faute d'utilisateurs ou qui ne sont pas en état de circuler.

Il rappelle que la diminution du nombre de stations dites « vides » (avec moins de 3 vélos) est un objectif de Smovengo.

Un processus est en cours de création avec le Syndicat afin d'anticiper la grève et les jours suivants. Il insiste sur l'aspect pédagogique à avoir avec les utilisateurs : lors de la grève précédente, plus de 1 000 vélos n'ont pas été rendus en station. Ceux-ci sont souvent perdus et entraînent de mauvais réflexes pour les autres utilisateurs.

La Présidente précise que lors de la précédente journée de grève, il y avait moins de moyens de contrôle du service et des incivilités dus à l'usage de Velib' avec des numéros de cartes bancaires volés. Cela reste un défi pour le service.

La plupart des stations « vides » sont souvent situées en hauteur et sont sujets au besoin de régulation du service. Plus il y aura de vélos sur le terrain, plus la régulation sera performante.

M. Jacques Greiveldinger (Directeur général de Smovengo) rappelle que les stations sont en permanences surveillées, qu'elles soient « vides » ou « pleines ». La principale frustration de l'utilisateur n'est pas tant de ne pouvoir rendre son vélo que de pouvoir en prendre. Smovengo travaille fortement sur les stations presque vides.

M. Christophe Bernier (Gennevilliers) souhaite connaître aussi le nombre de vélos disponibles à l'utilisateur. Le marché en prévoyait un peu moins de 20 000.

M. Jacques Greiveldinger (Directeur général de Smovengo) indique qu'à ce jour, 16 400 vélos sont présents sur le terrain. Le parc au total est de 19 000 vélos environ et ce chiffre va augmenter sur les semaines à venir. Des livraisons de VAE ont eu lieu.

La Présidente remercie l'équipe de Smovengo.

Informations à date sur le service public Autolib'

La Présidente indique que 16 mois après la cessation du service public Autolib', elle n'a pas officiellement l'information sur l'ouverture d'un contentieux entre la société Autolib' et le Syndicat.

Elle rappelle la tenue d'un groupe de travail sur le service Autolib'. Elle ajoute que les justificatifs de la société Autolib' sont toujours examinés afin que le Syndicat puisse faire sa propre estimation du montant de la VNC (Valeur Nette Comptable) et du coût de la résiliation. Elle souhaite que le montant de la VNC des bornes soit déterminé avant les prochaines élections municipales pour que les collectivités deviennent propriétaires de leurs biens de retour.

La CRC (Chambre Régionale des Comptes) a transmis au Syndicat le rapport d'orientation provisoire concernant le Syndicat et celui concernant la société Autolib'. Aucune remarque n'a été faite par le Syndicat. La Présidente a été auditionnée le 21 octobre durant 3 heures et les rapports d'orientations définitifs devraient être transmis avant la fin de l'année. Le Syndicat aura un délai afin d'annexer éventuellement aux rapports une lettre d'observation.

La CRC ne peut rendre public le rapport sur le Syndicat après le 1^{er} décembre au regard de la loi électorale. Si le rapport est rendu public avant le 1^{er} décembre, la Présidente serait obligée de convoquer le Comité syndical afin de le transmettre avant la même date. Il se peut que le rapport concernant la société Autolib' ne soit pas astreint aux mêmes contraintes de publication et soit rendu public par la CRC après le 1^{er} décembre. Dans ce cas, la Présidente souhaiterait le mettre à l'ordre du jour du Comité syndical.

La Présidente rappelle qu'après les élections municipales de 2020, les conseils municipaux devront se réunir rapidement afin de désigner les délégués au Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole et permettre l'élection d'un.e Président.e. Ces échéances ne doivent pas pénaliser le Syndicat dans ses tâches.

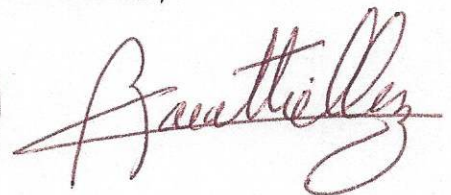
L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 16h36.

Geneviève Gaillabaud



Secrétaire de séance

La Présidente,



Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement